



R O B

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2026



I. LE CADRE JURIDIQUE

- Créé par la loi NOTRe du 7 août 2015, le rapport d'orientations budgétaires (ROB) constitue une obligation légale. Il constitue la base du débat d'orientations budgétaires (DOB), étape essentielle de la procédure.

Le ROB doit comporter les orientations budgétaires envisagées, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement et en investissement et sur les hypothèses d'évolution retenues (fiscalité, tarifications, subventions) ainsi que sur les relations financières entre Crécy et la CACPB.

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération du Conseil Municipal, qui doit faire l'objet d'un vote et avoir lieu dans un délai de dix semaines maximum avant le vote du budget.

Ainsi le ROB et le DOB permettent d'informer les élus de la situation financière et économique de la commune, éclairée par le contexte international et national. Ils facilitent ainsi les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière, préalablement au vote du budget. Les éléments du ROB sont portés à la connaissance des habitants.

II. LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

« L'ordre ancien ne sera pas rétabli, nous ne devons pas le pleurer » : ainsi s'est exprimé Mark Carney, premier ministre canadien au Forum de Davos le 22 janvier dernier.

Il a décrypté le cadre dans lequel s'inscrit un ordre mondial déboussolé par une réalité brutale de grandes puissances soumises à aucune contrainte succédant à un multilatéralisme naïf.

Remontons le temps jusqu'au 28 février et transportons-nous dans le détroit d'Ormuz, qui relie le golfe persique à la mer d'Arabie et par lequel transitent 11 % du volume mondial du commerce, ce qui représente 3000 navires par mois.

Le conflit actuel concerne 16 pays. Le blocage du détroit touche les hydrocarbures, mais aussi l'aluminium, les engrais, le plastique...Il pénalise évidemment les producteurs de la région mais également les acheteurs, au premier rang desquels la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée. Il est en passe d'entraîner une crise économique majeure.

La **Chine** est le pays ayant le plus emprunté en 2025, au sein d'un endettement mondial évalué à 346 000 Milliards de dollars ; soit 310 % du PIB de la planète. A noter le troisième rang de la France dans ce classement.

La Chine a atteint 5 % de croissance en 2025. L'excédent commercial chinois est au plus haut (1189 Milliards de dollars) malgré les droits de douane américains. Les entreprises chinoises ont ré-orienté leurs exportations vers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. Le pays dispose d'une position dominante sur les métaux stratégiques (pour la tech et la défense). Cependant le déclin de sa population s'accélère (taux de natalité inférieur de 17 % à celui de l'année précédente). Elle connaît également un attentisme des consommateurs et une forte crise immobilière.

Le 15ème plan quinquennal qui vient d'être présenté précise les grandes orientations socio-politico-économiques jusqu'en 2030 : nombre d'infirmeries par habitant, production céréalière, brevets, espérance de vie (80 ans), mais aussi huit percées technologiques (supercalculateur, intelligence artificielle, véhicules autonomes, etc.).



de l'IA, ordinateurs quantiques, fusion nucléaire, biotechnologies et génome, neurosciences, traitement des maladies, explorations polaire, marine et spatiale). Tout est prévu.

Quelles seront les conséquences sur son économie du conflit en Iran, un de ses partenaires stratégiques, en tenant compte, par ailleurs de, l'intervention des USA au Vénézuéla, gros fournisseur de pétrole à la Chine ?

La Chine connaît un tournant historique en matière d'émissions de CO² (1/3 des émissions mondiales), puisque, pour la deuxième année consécutive, elle atteint +0,4 % en 2025, soit une quasi-stagnation, en lien avec une consommation modérée d'énergie et une croissance très rapide de sa production d'énergies renouvelables.

En revanche, l'émission de CO² est en hausse aux **USA** (+ 1,9%), en raison de l'utilisation accrue du charbon dans la production d'électricité pour compenser la hausse des prix du gaz naturel. La fin de l'année 2025 a été marquée par une chute brutale de l'économie : +1,4 % du PIB, pour 2,5 % attendus, en raison notamment d'un très long shut down (43 jours). Cette paralysie a coûté 1 point de PIB. Le déficit commercial est resté au niveau de celui de 2024 : - 1241 milliards, alors que les droits de douane étaient censés rétablir l'équilibre.... et viennent d'être rejetés par la Cour Suprême. On peut également poser la question de l'impact du conflit en Iran : effort de guerre d'une part mais d'autre part, les exportations de pétrole et de gaz des USA bénéficient du blocage du détroit d'Ormuz. Il en est d'ailleurs de même pour la Russie !

En 2026, les quatre groupes (Amazon, Alphabet Google, Meta et Microsoft) ont prévu de dépenser 670 Milliards de dollars pour bâtir des infrastructures pour l'IA. D'ici 2030, les dépenses totales des entreprises US dans l'IA (software et data centers) devraient dépasser 10 % du PIB. Ce ratio est largement supérieur à tous les investissements réalisés pour les technologies de rupture précédentes : ordinateurs dans les années 90 (2 % du PIB), voitures après la première guerre mondiale (3 % du PIB) ou massification du rail à la fin du 19ème siècle (5 % du PIB).

A noter que pour la première fois, la croissance des 54 **pays africains** serait en passe de supplanter celle de l'Asie. En 25 ans, le PIB africain a été multiplié par 4.

Dans ce paysage économique mondial, marqué par les positions de force et l'incertitude, quelle place pour l'**Europe** ?

Si l'on en croit le rapport relatif à la stratégie de sécurité nationale des USA, publié en décembre 2025, « outre son déclin économique, l'Europe connaît une perspective réelle et plus forte d'un effacement civilisationnel ».

Ce n'est pas un hasard si la BCE a placé le risque géopolitique au cœur de ses priorités pour la période 2026/2028. Certes, dans un monde où la rivalité géopolitique se durcit, la puissance ne se décrète pas. Elle se construit à travers des capacités industrielles, énergétiques, technologiques et financières. Le marché intérieur de l'Europe constitue le socle de son autonomie stratégique, avec 450 millions de consommateurs. Malgré le grand chambardement des droits de douane, les exportations européennes ont progressé de 2 %, avec un excédent commercial de 164,6 milliards de dollars. Elle a noué des partenariats commerciaux (Inde, Amérique du Sud, avec le Mercosur).

Le chiffre d'affaires du secteur européen de la défense a enregistré une croissance record de 13,8 % en 2024 (183 milliards €). L'Europe représente aujourd'hui 21 % des dépenses militaires mondiales pour 17 % en 2022.

Pour sa part, l'Allemagne a prévu une commande de 50 Milliards € pour son armée (catalanes, missiles, torpilles...)

Accusé de réception en préfecture
07/04/2026 10:02:44
Date de réception préfecture : 03/04/2026



Après deux ans de récession, l'Allemagne renoue avec la croissance. Le gouvernement a lancé un Deutschlandfonds de 30 milliards à de fonds publics et souhaite attirer 130 Milliards de fonds privés, pour financer des projets dans l'industrie, les technologies, l'énergie.

Le gros problème de l'Europe reste la Chine : le déficit commercial de l'UE atteint 30 Milliards à par mois.

La réaction européenne se manifeste par la loi d'accélération industrielle dont le projet vient d'être présenté et qui propose des mesures pour encadrer et limiter les investissements et les exportations chinoises.

Vue de l'Europe, la **France** occupe une place bien modeste : l'économie française, reléguée en deuxième division européenne, joue son maintien. Finances publiques dégradées, croissance de la charge de la dette, fracture politique, désindustrialisation. Les Français sont désormais moins riches que la moyenne européenne : en 2024, le PIB par habitant de la France a été inférieur à la moyenne des pays européens. Les causes de ce déclassement sont connues : nous sommes moins bien formés et moins compétents que 25 autres pays de l'OCDE, nous travaillons moins toute notre vie et nous ne le compensons pas par une meilleure productivité (7 me productivité horaire en 2000, 14 me aujourd'hui). Nos impôts de production connaissent un niveau très élevé : 4,4 % du PIB français contre 1 % du PIB en Allemagne.

Et pourtant, début mars, l'agence Fitch a maintenu au niveau A+ la note de la France, avec une perspective stable. Ce maintien est soutenu par « une économie française large, diversifiée, à revenus élevés. Ces forces sont complétées par une forte qualité des institutions, l'appartenance à la zone euro, un secteur bancaire solide et un excellent accès à une base diversifiée d'investisseurs. »

Hausse des prix de l'énergie, concurrence technologique de la Chine, protectionnisme américain, appréciation de l'euro par rapport au dollar : dans ce contexte de guerre commerciale, la part de la zone euro dans les échanges mondiaux a été ramenée de 23,3 % en 2019 à 20 % en 2025. La France n'a pas échappé à ce mouvement puisque sa part est passée de 3,1 % en 2019 à 2,4 % en 2025. Mais la France a confirmé ses positions dans la zone euro où sa part s' st maintenue à 11 %. La France est aujourd'hui en meilleure position de compétitivité vis à vis des grands pays européens, qu'elle ne l'était en 2019 (effort sur les prix d'exportation pour les biens manufacturés, hausse des salaires moindre, début de réduction sur les impôts de production).

Un autre point positif : grâce à la baisse de la facture énergétique et malgré les droits de douane américains, le déficit commercial de la France est passé sous les 70 milliards à (-10 Milliards par rapport à 2024). En 2025, la France a vendu aux pays voisins (Italie, Allemagne, Belgique, Suisse) plus que la consommation annuelle de la Belgique, soit 92 Twh. Deux grands facteurs expliquent ce résultat : la remontée de la production nucléaire d'EDF et un effet prix favorable.

La France connaît un paradoxe industriel : elle ferme des usines (- 63 sites), mais investit massivement dans l'IA. En 2025 125 Milliards à d'investissements ont été décidés (deux fois plus qu'en 2024), mais les data centers en représentent 67 Milliards. Les défaillances d'entreprises ont dépassé 68 000 en 2025, pour 65 683 en 2024.

En 2025, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la France a connu un basculement démographique : 645 000 naissances pour 651 000 décès. Notre pays n'est pas un cas à part : en 2024, 20 pays sur les 27 de l'Union européenne affichaient un **solde négatif**. Au niveau mondial, la population pourrait être divisée par deux d'ici la fin du siècle.

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



D'un point de vue économique, ce vieillissement constitue un effet ciseau : la réduction de la population active (recul de la part de la population en âge de travailler) limite les capacités de financement mais augmente les dépenses liées au vieillissement (40 % des dépenses publiques). La fin programm e de la croissance démographique remet en question les fondements de notre système socio-économique.

En 2025, le PIB a progressé de 0,9 % (dont 0,2 % au 4 me trimestre) pour 1,1 % en 2024. Les recettes de l'état ont été plus élevées que prévues : 311 Milliards à, soit + 4 Milliards, en raison du meilleur rendement de l'impôt sur les sociétés et de celui de la TVA. Le déficit de l'état s'établit à 125 Milliards à, inférieur de 7,4 Milliards à à la prévision de la loi de Finances de fin de gestion.

Pour 2026, l'INSEE a prévu une croissance du PIB de 0,3 % pour les deux premiers trimestres, avec des incertitudes sur les perspectives des entreprises, le comportement des ménages et un niveau d'épargne historiquement élevé. L'actualité géopolitique va, a minima, conduire à un regain d'attentisme.

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA COMMUNE

Ces éléments permettent de tenir compte de la situation de la commune et de ses habitants. Ils proviennent pour la plupart, de l'INSEE (chiffres de 2021 à 2023).

- Population
Nombre d'habitants en 2023 : 5 030.
- Revenus : 2 102 ménages fiscaux dont 67% sont imposés.
- Emploi/chômage
 - Emploi total (salariés et non-salariés) en milieu de travail : 2 435 dont 85,9 % d'emplois salariés
 - Taux d'activité des 15/64 ans : 83,3%
 - Taux de chômage des 15/64 ans : 6,9 %

A comparer avec le taux de chômage national de 7,7 % en 2025.

- Tissu économique : 183 établissements (fin 2022) dont :
Agriculture : 1,1%
Industrie : 8,2%
Construction : 15,3%
Commerce, transports et services divers : 67,2%
Administration publique, enseignement, santé et action sociale : 8,2%

- Logements :
Nombre total : 2 421, dont 88,2% de résidences principales, 4,6% de résidences secondaires et 7,2 % de logements vacants.
73,7 % des occupants de résidence principale sont propriétaires de leur logement.



IV. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

1. CFU 2025 (Compte Financier Unique)

Instit   par le décret n  2022-1246 du 29 septembre 2022, il se substitue au compte administratif et au compte de gestion en un document unique, commun à l'ordonnateur et au comptable public.

- Il devient le document unique de reddition des comptes.

Il s'agit de donn  es provisoires, dans l'attente du compte financier unique du Service de Gestion Comptable.

COMPTE FINANCIER UNIQUE COMMUNAL 2025

Réalisations Budgétaires	Investissement	Fonctionnement
Dépenses 2025	1 720 441.89	4 850 930.31
Recettes 2025	1 544 976.67	6 392 410.68
Résultat d'investissement 2025	-175 465.22	
Résultat de fonctionnement 2025		1 541 480.37
Résultat antérieur reporté n-1		
Résultat investissement 2024	-281 080.60	
Résultat fonctionnement 2024		1 235 184.96
Résultat clôture de l'exercice		
Budget principal (A inscrire au compte 001 dépenses invest.) au BP	-456 545.82	2 776 665.33
Restes à réaliser à reporter en N+1		
Dépenses	574 153.58	0.00
Recettes	213 881.57	0.00
Solde	-360 272.01	
Résultat net investissement plus solde RAR	-816 817.83	
Résultat net fonctionnement (comptes R002/D002)		2 776 665.33
BESOIN DE FINANCEMENT (Compte 1068 recettes investissement)	-816 817.83	
	1 959 847.50	

Le résultat de l'exercice 2025 présente un solde négatif en investissement (-175K ) mais un solde positif en fonctionnement (+ 1 541 K ).

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, l'instruction budgétaire et comptable n  157 a mis en place un mécanisme d'affectation des résultats au budget de l'année suivante.

Accusé de réception en état dur
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



Il faut donc intégrer le déficit d'investissement reporté de 2024, de – 281 K , ce qui conduit à dégrader le résultat cumulé, qui devient négatif de – 456 K .

Il convient ensuite d'ajouter le solde des Restes   Réaliser, négatif en 2024 de – 360 K .

Le résultat de clôture de l'exercice est de – 816 K .

Pour le fonctionnement, il convient d'ajouter le résultat de 2024 reporté, soit 1,235 K  au solde de 2025, pour atteindre un exc dent de 2,766 K .

L'exc dent de la section de fonctionnement permet de dégager le besoin de financement pour couvrir ce résultat d'investissement.

Le résultat du compte financier unique 2025 ressort donc à + 1 959 K .



a) Fonctionnement :

Comparaison CA 2024 – CFU 2025 – Fonctionnement

DEPENSES			
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 766 795,75	1 451 407,53
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 846 820,48	2 791 469,09
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	0,00	627,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	358 304,96	317 932,90
Total des dépenses de gestion des services		4 971 921,19	4 561 436,52
66	CHARGES FINANCIERES	56 286,43	52 616,90
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 198,96	8 413,45
68	DOTATIONS PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	2 045,98	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		5 032 452,56	4 622 466,87

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



RECETTES			
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 143,79	13 301,85
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	589 704,29	545 417,25
73	IMPOTS ET TAXES	707 232,18	920 235,55
731	FISCALITE LOCALE	3 053 039,62	3 098 146,06
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 433 816,07	1 588 518,83
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	290 404,09	219 962,50
Total des recettes de gestion des services		6 077 340,04	6 385 582,04
76	PRODUITS FINANCIERS	32,00	31,00
77	PRODUITS SPECIFIQUES	59 117,49	1 590,00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00	2 709,33
Total des recettes réelles de fonctionnement		6 136 489,53	6 389 912,37

- **Les dépenses réelles de fonctionnement** s l vent   4 622 466,87 à en 2025, contre 5 032 452,56 à en 2024, soit une baisse de 409 985,69 à.

Cette diminution s explique principalement par :

- ✓ la réduction des charges à caractère général, essentiellement sur les énergies ;
 - ✓ les charges de personnel, en légère baisse ;
 - ✓ la diminution des autres charges de gestion courante (chap. 65), en particulier la diminution des admissions en non valeurs et la non-reconduction de la subvention exceptionnelle du CCAS ;
 - ✓ Les charges financières et exceptionnelles demeurent globalement contenues ;
- **Les recettes réelles de fonctionnement** atteignent 6 389 912,37 à en 2025, contre 6 136 489,53 à en 2024.

Cette progression est portée par :

- ✓ une légère baisse des produits des services et ventes diverses en raison de la baisse des effectifs scolaires ;
- ✓ Impôts et taxes : pour la première fois, la commune a bénéficié du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile-de-France ;
- ✓ la hausse des dotations et participations. Cette évolution s explique principalement par l augmentation de la DNP, de la DSR et par l attribution d une subvention exceptionnelle du Département au titre des inondations 2024 ;
- ✓ Les autres produits de gestion courante ont diminué car 2024 avait enregistré la deuxième partie du droit au Bail du Camping ;

L exercice 2025 se caractérise par une amélioration de l  quilibre de la section de fonctionnement, reposant sur une maîtrise des dépenses conjuguée à une dynamique positive des recettes, renforçant ainsi la capacité d autofinancement de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



b) Investissement :

Comparaison CA 2024 – CFU 2025 – Investissement

DEPENSES			
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 451,70	58 213,80
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	0,00	0,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	348 144,99	1 188 010,53
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		365 596,69	1 246 224,33
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	0,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	393 193,40	356 791,27
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00	2 000,00
Total des dépenses financières		393 193,40	358 791,27
4541	Travaux pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		758 790,09	1 605 015,60

RECETTES			
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	172 872,35	203 178,86
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	300 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		172 872,35	503 178,86
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (10222-10226)	262 260,76	119 719,15
1068	Excédents de fonct. capitalisés	212 985,25	574 887,24
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 600,00	5 800,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
Total des recettes financières		480 846,01	700 406,39
45x2	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		653 718,36	1 203 585,25

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 1 605 015,60 € en 2025, contre 758 790,09 € en 2024, soit une hausse de 846 225,51 €.

Les résultats du CFU 2025 font apparaître une exécution en forte augmentation par rapport au compte financier unique 2025 (+286 K€) et il convient de tenir compte des Restes à Réaliser 2025, à hauteur de 574 K€. On peut donc considérer que 75 % des projets prévus ont été réalisés.



Plusieurs éléments permettent d'expliquer cet écart :

- **CFU 2025 - Chapitre 20 : immobilisations incorporelles**

L'exécution 2025 reflète la poursuite et l'aboutissement de plusieurs études engagées en lien avec les projets de mobilités et d'aménagement urbain, notamment autour du secteur de la gare et du centre-ville :

- ✓ des relevés topographiques nécessaires à la finalisation des projets (avenue Charles-de-Gaulle, avenue de la République, voie verte de gare à gare) ;
- ✓ des études d'intermodalité et de stationnement, dont l'étude du pôle d'échange multimodal de la gare, engagée en 2024 et exécutée en 2025 ;
- ✓ des audits techniques du site de La Chapelle, permettant d'objectiver l'état du patrimoine et de sécuriser les choix futurs d'investissement ;
- ✓ des prestations de mise à jour de documents techniques réglementaires.

- **CFU 2025- Chapitre 21 : immobilisations corporelles.**

L'exécution 2025 s'élève à 1,188 M , portée en grande partie par les travaux de voirie et de réseaux, réalisés dans le cadre du plan routes 2025-2026, ainsi que par la rénovation et la mise aux normes des bâtiments communaux.

Les investissements ont également concerné le renouvellement des équipements et matériels municipaux.

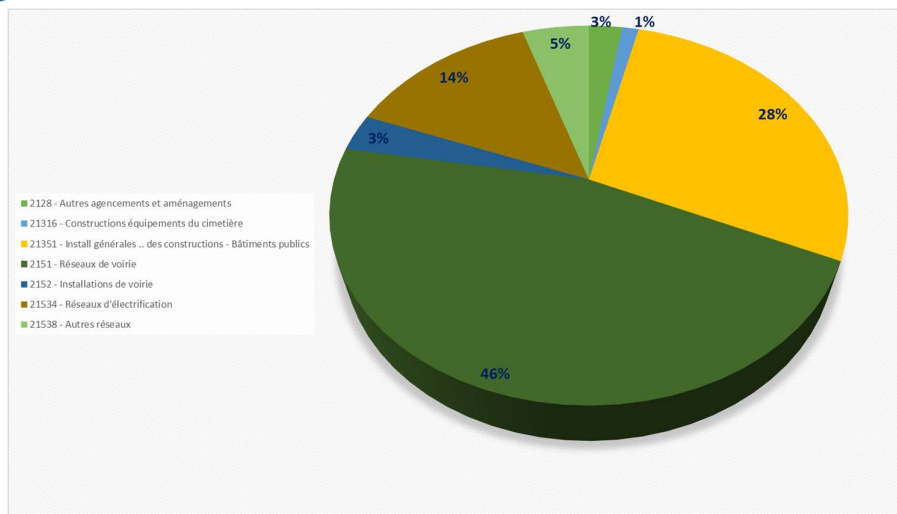
Ces dépenses traduisent une politique d'investissement de proximité, priorisant la sécurité, l'entretien du patrimoine et l'amélioration du cadre de vie.

Les dépenses financières diminuent (358 791,27 à en 2025 contre 393 193,40 à en 2024), traduisant une baisse des remboursements d'emprunts.

Le graphique ci-dessous détaille la répartition des coûts par poste de dépense.

Parmi les principales dépenses engagées, on retrouve notamment :

- ✓ Travaux de voirie et réseaux – plan routes 2025-2026
- ✓ Rénovation des écoles et bâtiments communaux
- ✓ Travaux sur les équipements sportifs
- ✓ Interventions sur le patrimoine communal (La Chapelle, Collégiale)
- ✓ éclairage public



L'ensemble de ces dépenses représente 65,96 % dans le CFU 2025.

Dans l'ensemble, ces dépenses traduisent une politique d'investissement soutenue, orientée à la fois vers la préservation du patrimoine communal, l'amélioration du cadre de vie et le renforcement des équipements au service des usagers.

Globalement, l'exercice 2025 se caractérise par un effort d'investissement renforcé, tout en maintenant une maîtrise des charges financières.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 1 203 585,25 € en 2025, contre 653 718,36 € en 2024, soit une augmentation de 549 866,89 €. (Subvention, Excédents de fonctionnement capitalisé et emprunt).

L'exercice 2025 se caractérise par une capacité accrue de financement de l'investissement, reposant sur une combinaison de subventions, de recours maîtrisé à l'emprunt et de mobilisation renforcée de l'autofinancement, permettant d'accompagner le niveau élevé de dépenses d'investissement constaté sur l'exercice.

c) Ratios financiers :

➤ Epargne brute, épargne nette :

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CFU prévisionnel 2025
Recettes réelles de fonctionnement	5 066 363	5 549 313	6 253 632	6 136 490	6 389 912
Dépenses réelles de fonctionnement	4 451 824	5 073 833	5 025 176	5 032 453	4 622 467
dont intérêts de la dette (66111)	80 690	71 553	64 341	56 302	52 617
Recettes réelles d'investissement (hors 1068)	1 749 052	1 043 741	1 505 392	440 733	628 698
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	300 000
Dépenses réelles d'investissement	2 745 714	1 782 172	2 092 332	758 790	1 605 016
dont capital de la dette (hors 165)	386 546	418 101	445 634	392 033	356 791
dont dépenses d'équipement	1 978 275	1 364 071	1 635 730	365 597	1 246 224



	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CFU prévisionnel 2025
Epargne brute	614 540	465 851	1 220 956	1 046 736	1 766 036
Epargne nette	227 993	47 750	775 322	654 703	1 409 244

L' pargne brute correspond aux produits encaissables hors cessions diminués des charges décaissables de fonctionnement. Elle constitue un indicateur essentiel de la santé financière d'une collectivité, puisqu'elle représente la ressource interne dont dispose la commune pour financer ses investissements.

Elle s'analyse comme un double indicateur :

- un indicateur de l'aisance de la section de fonctionnement, dans la mesure où son niveau correspond à un exc dent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement ;
- un indicateur de la capacité de la commune à investir.

Pour l'exercice 2025, l'épargne brute prévisionnelle s'établit à 1 766 036 à, en hausse par rapport à l'exercice pr c dent.

L' pargne nette correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. Elle permet d'apprécier la part des ressources courantes restant disponible, après financement des charges de fonctionnement, des frais financiers et du remboursement du capital de la dette, pour financer les dépenses d'équipement.

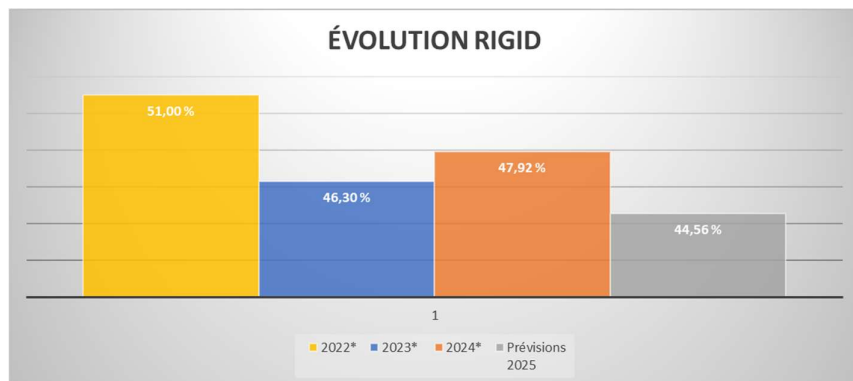
Pour 2025, l'épargne nette prévisionnelle s'élève à 1 409 244 à, également en augmentation par rapport à l'exercice pr c dent.

- **Rigidité des charges structurelles**, ce ratio permet d'apprécier la proportion de dépenses obligatoires (charges de personnel, contingents et participations, charges d'intérêts) par rapport aux produits de fonctionnement réels.

ÉVOLUTION RIGID	2022*	2023*	2024*	Prévisions 2025	VARIATIONS 2024-2025 en %
charges de personnel	2 741 641	2 794 756	2 843 677	2 778 167	-2.3%
contingents et participations obligatoires	9 554	5 310	11 433	9 827	-14.0%
charges d'intérêts	70 523	67 968	56 286	52 617	-6.5%
/ recettes réelles de fonctionnement *	5 532 829	6 194 429	6 076 045	6 375 201	4.9%
RIGID	51.00 %	46.30 %	47.92 %	44.56 %	

* données DGFIP

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



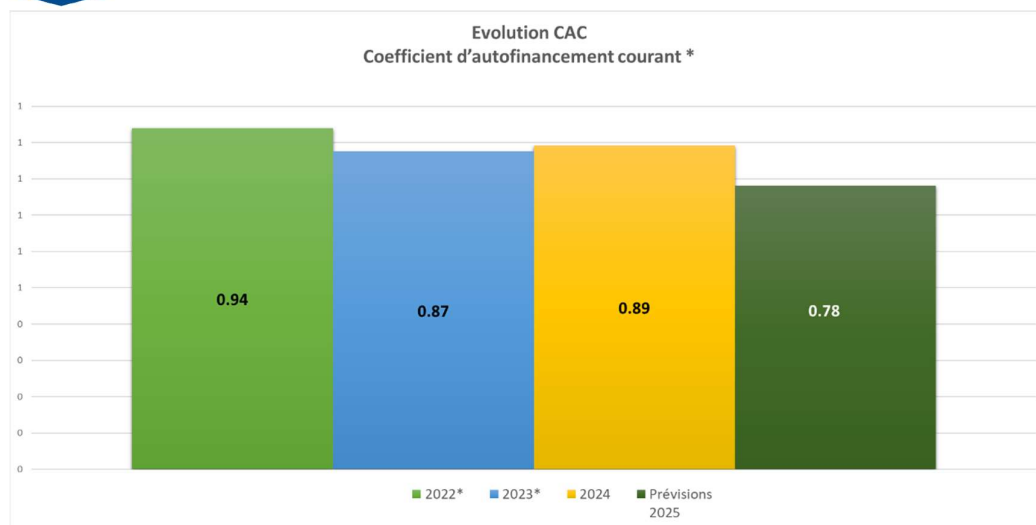
- **Coefficient d'autofinancement courant** : ce ratio mesure l'aptitude de la collectivit    autofinancer ses investissements, apr    avoir couvert les charges et remboursement de dettes.

ÉVOLUTION CAC	2022*	2023*	2024	Prévisions 2025	VARIATIONS 2024-2025 en %
charges de fonctionnement r���les	4 780 175	4 973 473	5 027 263	4 609 165	-8.32 %
(+) remboursement de la dette (annuit�� en capital)	418 101	445 634	392 033	356 791	-8.99 %
(/) recettes r���les de fonctionnement	5 532 829	6 194 429	6 076 045	6 358 315	4.65 %
CAC Coefficient d'autofinancement courant *	0.94	0.87	0.89	0.78	

* donn   es DGFIP

• Seuil d'alerte ≥ 0,95

• Seuil de criticit    ≥ 1,05

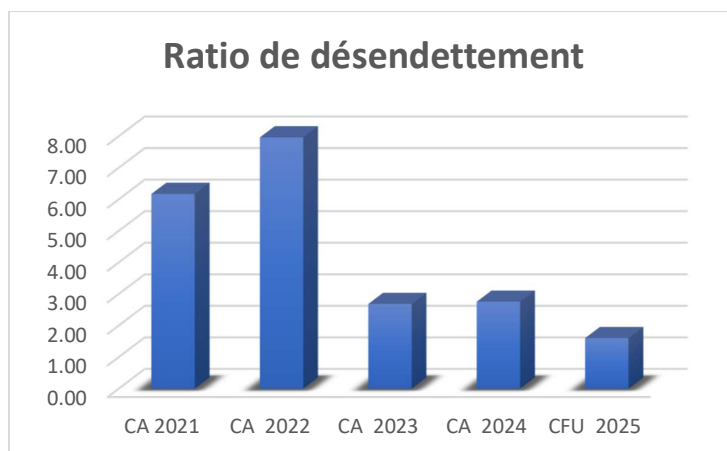


- **La capacité de désendettement**, également appelée ratio de solvabilité, permet d'apprécier le poids de la dette par rapport à la CAF brute et la capacité de la collectivité à recourir à l'emprunt.

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CFU 2025
Encours au 31 décembre	3 790 134	3 707 655	3 272 634	2 880 600	2 823 809
Ratio de désendettement	6,17	7,96	2,68	2,75	1,60

En supposant que la commune consacre l'intégralité de son épargne brute pour rembourser son stock de dette, sa capacité de désendettement serait de 1,6 ans.

On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. Passé ce seuil, les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures. Le seuil de vigilance se situe à 7 ans.





V. CONSTRUCTION DU BUDGET 2026 :

1. LES CONTRAINTES

Le budget de l'état 2026 a été publié au JO du 20 février 2026. L'objectif est de réduire le déficit public à 5 % (contre 5,4 % en 2025), avec un déficit de 134,6 Milliards à et une part de la dette publique de plus de 118 % du PIB. Les recettes sont attendues à hauteur de 365,5 Milliards  .

Avant d'entrer dans les détails techniques, notons que la Cour des Comptes souligne l'inflexion des budgets 2025 et 2026, après deux années noires. Mais elle pointe des incertitudes sur les objectifs de 2026 (l'amélioration ne porte que sur des hausses d'impôts, la dette progresse de 8,7 Milliards  ). Ainsi, les intérêts s'élèvent à 74 Milliards en 2026 et pourraient atteindre 100 Milliards en 2030.

S'agissant de la maîtrise des dépenses, le budget prévoit de ralentir celles de l'état (  l'exception du Ministère de la Défense) : ministères, coupes dans le programme d'investissements France 2030.

Les collectivités devront participer à cet effort, à hauteur de 2 Milliards  . Ainsi, La TGAP (taxe générale sur les activités polluantes), dont le coût est supporté par les collectivités pour chaque tonne de déchet enfouie ou incinérée, va augmenter annuellement jusqu'en 2030. Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico) est maintenu en 2026, pour un montant attendu de 740 M  . Les communes en sont exonérées.

La DGF est maintenue au montant de 2025, avec des mouvements internes aux trois dotations. Le Fonds vert s'établira à 840 M  (pour 1,5 Milliards en 2025 et 2,5 Milliards en 2024)

Le budget 2026 de la commune est élaboré dans un contexte de ressources contraintes. Au niveau national, la dotation globale de fonctionnement est globalement stabilisée, ce qui, compte tenu d'une inflation estimée autour de +0,9 % pour 2025, se traduit par une baisse en euros constants des concours financiers de l' tat.

Cette faible dynamique de la DGF limite la progression des recettes de fonctionnement et réduit les marges de manœuvre de la collectivité.

La fiscalité locale constitue une ressource relativement stable, mais dont la dynamique demeure incertaine à ce stade. Les hypothèses retenues pour le budget 2026 reposent sur une progression modérée des bases, sans augmentation des taux, conformément à nos engagements.

Ces éléments, conjugués aux hausses mécaniques des dépenses, notamment de masse salariale, dont l'évolution est estimée entre +3 et +4 % à périmètre constant, renforcent la nécessité d'une gestion prudente et rigoureuse du budget 2026.



Dans ce contexte, la commune poursuit une politique active de recherche de financements extérieurs en sollicitant l'ensemble des partenaires institutionnels, qu'il s'agisse de l'état, de la Région ou du Département. Néanmoins, l'attribution de ces subventions demeure soumise aux arbitrages de chaque financeur et aux contraintes pesant sur son propre budget, ce qui nous conduit à retenir des hypothèses prudentes pour le budget 2026.

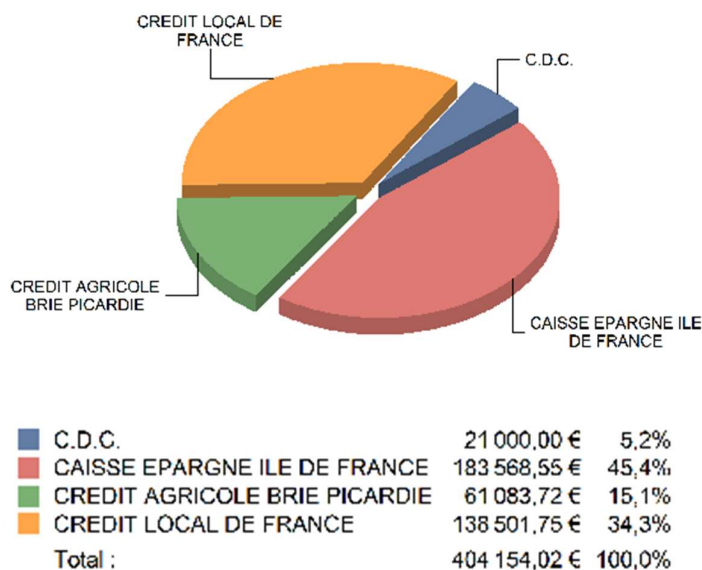
2. LA DETTE

BUDGET COMMUNAL

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant d�
2025	409 480,35 à	52 389,08 à	356 791,27 à	300,00 à	0,00 à	2 880 600,38 à
2026	404 154,02 à	50 291,46 à	353 862,56 à	0,00 à	0,00 à	2 823 809,11 à
2027	391 093,79 à	41 834,64 à	349 259,15 à	0,00 à	0,00 à	2 469 946,55 à
2028	385 278,00 à	33 322,08 à	351 955,92 à	0,00 à	0,00 à	2 120 687,40 à
2029	349 790,75 à	24 545,31 à	325 245,44 à	0,00 à	0,00 à	1 768 731,48 à
2030	244 154,91 à	19 179,02 à	224 975,89 à	0,00 à	0,00 à	1 443 486,04 à
2031	234 792,74 à	15 972,18 à	218 820,56 à	0,00 à	0,00 à	1 218 510,15 à
2032	233 151,74 à	12 759,99 à	220 391,75 à	0,00 à	0,00 à	999 689,59 à
2033	231 510,74 à	9 534,82 à	221 975,92 à	0,00 à	0,00 à	779 297,84 à
2034	224 260,46 à	6 314,87 à	217 945,59 à	0,00 à	0,00 à	557 321,92 à
2035	213 249,70 à	3 166,72 à	210 082,98 à	0,00 à	0,00 à	339 376,33 à
2036	130 041,92 à	748,57 à	129 293,35 à	0,00 à	0,00 à	129 293,35 à
2037	0,00 à	0,00 à	0,00 à	0,00 à	0,00 à	0,00 à

L'encours de la dette s'élève à 2 823 809,11   au 1er janvier 2026, avec un montant de capital à rembourser en 2026 de 323 757,13 à.

REPARTITION DES ECHEANCES POUR L'EXERCICE 2026



3. LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2026 :

a. Fonctionnement

Avant d'examiner les chiffres, il convient de noter que le projet de budget 2026 intègre à nouveau les dépenses liées aux écritures d'admission en non-valeur du camping « Le Soleil de Crécy », le liquidateur n'ayant pas été en mesure, en 2025, de fournir une estimation des possibilités de remboursement. Ces  critures portent sur un montant de 1,201 M . Ce montant ayant été provisionné par la commune, la provision sera reprise afin d'équilibrer ces  critures.

✓ Recettes de fonctionnement

Il est apparu nécessaire d'estimer tout d'abord les recettes de fonctionnement au plus près, en tenant compte des incertitudes évoquées plus haut.



Recettes réelles de fonctionnement

RECETTES				
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025	BP 2026
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 143.79	13 301.85	5 900.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	589 704.29	545 417.25	478 041.00
73	IMPOTS ET TAXES	707 232.18	920 235.55	748 928.00
731	FISCALITE LOCALE	3 053 039.62	3 098 146.06	3 129 436.00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 433 816.07	1 588 518.83	1 507 113.23
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	290 404.09	219 962.50	340 411.54
Total des recettes de gestion courante		6 077 340.04	6 385 582.04	6 209 829.77
76	PRODUITS FINANCIERS	32.00	31.00	30.00
77	PRODUITS SPECIFIQUES	59 117.49	1 590.00	3 000.00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0.00	2 709.33	1 201 059.61
Total des recettes réelles de fonctionnement		6 136 489.53	6 389 912.37	7 413 919.38

Les recettes réelles de fonctionnement augmenteront de 16,01 %, mais corrigées de l'opération « Le Camping de CrécY », elles baisseront de plus de 2,79 %.

- **Chapitre 70 : produits des services, du domaine et ventes diverses.**

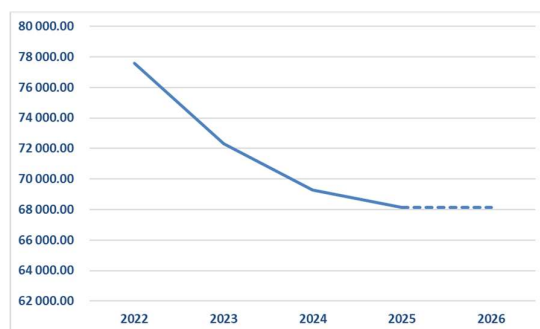
Il enregistrera un repli de plus de 12,35 %, principalement lié à la diminution de la redevance d'occupation du domaine public ainsi qu'à une estimation prudente des participations des familles (périscolaire, cantine...).

- **Chapitre 73 : impôts et taxes.**

Il comporte les liens financiers avec la CACPB.

L'attribution de compensation a été reconduite pour 458 K€. Elle représente 7,17% des recettes réelles de fonctionnement de la commune. Ce versement compense la perte de recettes fiscales liées à l'adoption de la fiscalité professionnelle unique (FPU). Le montant a été défini lors du transfert de compétences et peut être ajusté en fonction des évolutions des charges transférées.

Le Fonds de Péréquation des ressources Inter Communales (FPIC) a été reconduit, sachant, cependant, qu'il diminue chaque année.



Enfin, en 2025, la commune a bénéficié du FSRIF à hauteur de 270 414 €.

Ce dispositif a pour objectif de renforcer la solidarité financière entre les communes. Pour 2026, une inscription budgétaire à hauteur de 50 % a été anticipée.

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



- **Chapitre 731 : fiscalité locale**

Ce chapitre comporte les impôts directs locaux. Il augmente de 1,48% notamment en raison de la revalorisation des bases.

Dans le respect de nos engagements, cette année encore, nous n'augmenterons pas les taux.

- **Chapitre 74 : dotations et participations**

Ce chapitre comporte les trois parties de la DGF et les aides de la CAF. La différence entre le CFU 2025 et le budget 2026 tient essentiellement à l'absence de la subvention exceptionnelle reçue pour les inondations.

- **Chapitre 75 : autres produits de gestion courante.**

Le chapitre 75 s'élève à 340 K€ en 2026, en augmentation depuis plusieurs années. Il comprend principalement les revenus des immeubles, dont les recettes du camping, un premier remboursement des assurances pour les dégâts liés aux inondations.

- **Chapitre 78 : reprises sur amortissements et provisions.**

Ce chapitre comporte le montant relatif au camping « Le Soleil de Crécy » est inscrit (1,201 M€.).

Dépenses réelles de fonctionnement

Le résultat du CFU 2025 permet d'abonder, par des recettes d'ordre (1,959 M€) la capacité d'agir de la commune.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées au BP 2026 à 7 053 130,14 €.

Il convient toutefois de rappeler que cette évolution est également impactée par des écritures comptables liées à l'admission en non-valeur du camping « Le Soleil de Crécy », pour un montant de 1,201 M€.

Retraitées de l'écriture exceptionnelle liée à l'admission en non-valeur du camping « Le Soleil de Crécy » (1,201 M€), les dépenses de fonctionnement 2026 s'établissent à 5 852 K€ soit une hausse de 26,6% par rapport au CFU 2025.

DÉPENSES				
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025	BP 2026
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 766 795.75	1 451 407.53	2 224 007.96
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 846 820.48	2 791 469.09	3 172 395.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	0.00	627.00	0.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	358 304.96	317 932.90	1 603 881.99
Total des dépenses de gestion courante		4 971 921.19	4 561 436.52	7 000 284.95
66	CHARGES FINANCIERES	56 286.43	52 616.90	49 545.19
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		8 413.45	3 300.00
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	2 045.98	0.00	0.00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		5 030 253.60	4 622 466.87	7 053 130.14

Accusé de réception en préfecture
077-217701424-20260401-33-2026-DE
Date de réception préfecture : 03/04/2026



- **Chapitre 011 : charges à caractère général.**

Ces dépenses correspondent aux charges nécessaires au fonctionnement courant de la commune (énergie, fournitures, entretien des bâtiments et des équipements, prestations de services).

Elles augmentent de 53,23 % par rapport au CFU 2025, mais de 2,2% par rapport au budget 2025.

Certaines exécutions ont été bien inférieures au budget prévu.

Au budget 2026, un travail préparatoire très fin a été réalisé par les élus et les services pour évaluer au mieux les besoins. Les dépenses ont été ajustées en conséquence.

- **Chapitre 012 : charges de personnel**

Les charges de personnel s'élèvent à 3 172 395 € au BP 2026, contre 2 791 469,09 € au CFU 2025. Elles constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement de la commune. Leur évolution intègre les effets des évolutions réglementaires, des mesures statutaires. La maîtrise de la masse salariale constitue un enjeu majeur pour la commune.

Les charges de personnel devraient connaître une augmentation de 13,65 % en 2026.

L'évolution des effectifs et de la masse salariale est gérée rigoureusement mais l'essentiel des évolutions relèvent de décisions qui ne sont pas prises au niveau de la commune :

- Le GVT (évolution de carrière),
- La prime de précarité obligatoire pour les contractuels,
- La mise en place de la prévoyance,
- Une probable augmentation des assurances du personnel,
- Une hausse du taux de contribution employeur à la CNRACL (3%/an pendant 4 ans),

- **Chapitre 65 : autres charges de gestion courante.**

Ce chapitre regroupe les subventions de fonctionnement pour les associations, les contributions obligatoires, les charges liées aux élus...

Il comprend également les dépenses liées aux écritures d'admission en non-valeur du camping « Le Soleil de Crécy », pour un montant de 1,201 M€.

L'exécution 2025 du chapitre s'établit à 317 K€, soit un niveau inférieur au montant budgété en 2025 (hors crédits relatifs au camping).

En intégrant l'écriture relative au « Soleil de Crécy », l'évolution des crédits inscrits au budget 2026 atteint +404,47 %.

Retraité de cette écriture exceptionnelle, le montant s'établit à 402 K€, soit une augmentation de 21 % par rapport au CFU 2025.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'adjoints et de conseillers délégués et de leurs indemnités, et par l'augmentation des subventions aux associations et au CCAS.



b. Investissement

Dépenses réelles d'investissement

DEPENSES				
Chap.	Libellé	CA 2024	CFU 2025	BP 2026
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 451.70	58 213.80	268 455.60
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	0.00	0.00	28 600.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	348 144.99	1 188 010.53	1 545 039.40
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0.00	0.00	226 164.00
Total des dépenses d'équipement		365 596.69	1 246 224.33	2 068 259.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0.00	0.00	3 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	393 193.40	356 791.27	356 289.48
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0.00	2 000.00	0.00
Total des dépenses financières		393 193.40	358 791.27	359 289.48
45411X	Total des opérations pour compte de tiers	0.00	0.00	22 000.00
Total des dépenses réelles d'investissement		758 790.09	1 605 015.60	2 449 548.48

Les dépenses d'investissement sont en forte croissance par rapport au CFU 2025 : + 52%.
Après l'exercice 2023, consacré à la remise à niveau des finances et celui de 2024 bouleversé par les inondations, 2025 a enfin permis de consacrer les moyens nécessaires à l'investissement, en particulier grâce au Plan Routes 2025/2026.

Le budget 2026 a été construit pour prolonger et amplifier cet effort.

- **BP 2026 - Chapitre 20 : immobilisations incorporelles.**

Il est en augmentation de 41 % par rapport au CFU 2025.

Cette année, 107 K  ont été budgétés pour faire évoluer les versions actuelles des progiciels financiers et RH, qui sont désuètes, et pour intégrer de nouvelles fonctionnalités, notamment la gestion des congés, cela permettra de moderniser et de fluidifier ces procédures de gestion essentielles.

La poursuite des études pour 161 K  comprend plusieurs projets d'investissement et diagnostics techniques, détaillés comme suit :

- Diagnostics de la structure bois de la salle de restauration du camping,
- Suivi du montage du DCE pour la géothermie,
-  tudes pour la mise en place de CTA aux écoles Eau Vive et Les Promenades,
- Diagnostics de vulnérabilité et accompagnement pour les travaux liés aux inondations,
-  tude Eaux Pluviales pour la gestion alternative de la rue Sino l,
- Ainsi que divers frais d'études et bornage.



- **BP 2026 - Chapitre 21 : immobilisations incorporelles**

Les opérations les plus importantes concernent :

- ✓ bâtiments : reprise de sol pour l'aire de jeux de l' cole les Promenades, aménagements des sanitaires à l' cole de l'Eau Vive, réfection du toit du gymnase, création d'un préau dans la cour de l'ALSH... ;
- ✓ voirie : lancement de la voie verte de gare à gare, poursuite de l'aménagement du pôle gare, cheminement piétonnier entre la Collégiale et le camping, aménagement d'un trottoir de Villa Verte jusqu'au feu, installation de feux au carrefour RD21/RD85... ;
- ✓ la modernisation de la vidéosurveillance ;
- ✓ l'acquisition d'un terrain pour fluidifier la circulation autour de la gare ;
- ✓ la poursuite des travaux de la Collégiale.

Principales recettes d'investissement :

Principales recettes d'investissement 2026 :	
Dont	
FCTVA	50 000.00 �
Taxe aménagement	25 000.00 à
Dotations, subventions et participations	17 002.00 à
Amortissements	261 402.99 �
Opérations patrimoniales	30 000.00 à
Excédent de fonctionnement capitalisé	816 817.83 �
Dépôts et cautionnement reçus	7 800.00 à
Travaux pour compte de tiers	22 000.00 à
Restes à réaliser	213 881.57 à

Pour 2026, les recettes d'investissement reposent principalement sur l'exc dent de fonctionnement capitalisé, reflétant la capacité d'autofinancement de la collectivité, ainsi que des amortissements, affectés au renouvellement des équipements. Le reste à réaliser (213 K ) correspond aux recettes encore à sécuriser, tandis que les autres ressources (FCTVA, taxe d'aménagement, subventions, opérations patrimoniales, dépôts et travaux pour compte de tiers) viennent compléter le financement des projets.

Les recettes réelles prévues pour 2026 sont en diminution de 3,65% par rapport au CFU 2025, illustrant la nécessité de sécuriser les recettes attendues et de maîtriser les dépenses d'investissement.

Par ailleurs, deux emprunts arrivent à échéance en 2026.



I. CONCLUSION

L'incertitude est inhérente à la vie. Mais aujourd'hui elle constitue un paradigme majeur. Faire face à l'incertitude, c'est comprendre l'ambiguïté des situations humaines, les analyser sous le prisme des valeurs, des croyances, des intérêts et des conflits.

C'est dans ce contexte, encore aggravé par la situation internationale, que nous présentons nos objectifs, conformes aux grandes lignes de notre programme et réalistes. Nous n'évoluons pas seuls et l'interaction avec nos partenaires et interlocuteurs est présente dans l'ensemble de nos projets.

Sans attendre, il nous faut également penser à l'avenir. Voici quelques exemples.

Alors que le PNR du Vexin français, chez nos voisins du Val d'Oise, vient d'adopter une nouvelle charte s'engageant à artificialiser moins de terres et à augmenter la production d'énergie solaire, il serait temps que le PNR Brie et Deux Morins ne soit plus un projet et devienne une réalité protectrice de notre territoire.

Un sujet impalpable et précieux conduira notre action : la fourniture de l'ombre, qui devient une nouvelle ressource urbaine. Elle risque de devenir rare et il importe d'offrir à tous un espace ombragé. Bien sûr, les inondations constituent un sujet de première importance, sachant que les précipitations sont très probablement renforcées par le changement climatique, puisque chaque hausse de température d'1° dans l'atmosphère entraîne 7 % d'augmentation d'humidité.

Le risque d'inondations entre dans les critères d'assurabilité des territoires. Initialement prévue pour mars 2025, la carte des zones difficilement assurables devrait être publiée à l'automne : elle comportera une liste de 900 communes dans lesquelles les particuliers auront du mal à s'assurer. Un sujet à suivre, avec une grande attention.

Les assureurs français s'inquiètent également des incertitudes économiques et politiques. De façon paradoxale, deux dessins animés permettent de caractériser la situation : la France est devenue le Mowgli de la dette mondiale. Sa facture multipliée par deux depuis 2020 a frôlé les 55 Milliards en 2025, soit près d'un dixième du budget de l'État. Sauf sursaut de vertu budgétaire, le nœud coulant de la dette va encore se resserrer à la manière des anneaux de Kaa, le serpent du livre de la jungle.

Notre pays s'installe dans une phase critique, avec une croissance légère et une amplification de ses vulnérabilités structurelles, ce qui conduit à une crédibilité déclinante de la trajectoire future (dégradation de la dette, difficulté chronique à dégager des excédents significatifs, absence de réformes structurelles). La France se rapproche du tipping point ou point de bascule et fait penser aux dessins animés de Tex Avery où le loup poursuit sa course au-dessus du vide, avant que le réel ne reprenne ses droits.

Cela peut sembler bien loin, mais doit nous inciter à solidifier structurellement nos finances afin de nous prémunir au mieux contre des chocs qui s'annoncent.